

L'emploi est une priorité, refusons que notre département soit sacrifié pour leur politique du fric !!

Toutes les semaines, un nouveau plan de licenciements est annoncé, venant s'ajouter aux centaines de milliers d'emplois déjà détruits. Avant l'annonce du nouveau confinement, l'Unedic prévoyait déjà 670 000 nouveaux inscrits à Pôle emploi fin 2020, pulvérisant la barre des 6 millions de travailleurs inscrits, sans compter le halo du chômage.

Alors que le nombre de chômeurs explose, de grosses entreprises utilisent le coronavirus comme prétexte pour licencier et poursuivre leur course aux profits.

Le gouvernement continue d'abreuver le patronat de centaines de milliards d'aides publiques et d'exonérations de cotisations sociales, sans conditions de sauvegarde de l'emploi.

Au lieu d'assurer une protection sociale à toutes celles et tous ceux qui subissent le chômage et basculent de façon massive vers les minima sociaux et la pauvreté, le gouvernement s'apprête à appliquer sa contre-réforme de l'assurance chômage au 1er avril 2021. Si le Conseil d'Etat a retoqué la méthode utilisée pour déterminer le salaire de référence, il faut être conscient que même avec quelques « aménagements », la nouvelle assurance chômage supprimerait complètement toute allocation à des centaines de milliers de travailleurs précaires, notamment parmi les intérimaires, les saisonniers, les travailleurs précaires des hôtels cafés restaurants, du commerce, du tourisme, etc. Les jeunes seront encore plus touchés par le chômage et la précarité. Le prix à payer au niveau sanitaire et social en serait encore aggravé. Des mesures importantes et immédiates doivent être prises pour soutenir les plus impactés, précaires, privés d'emplois, travailleurs pauvres : l'ensemble des privés d'emploi doivent être indemnisé-e-s, les minima sociaux revalorisés et ouverts aux jeunes

Cette casse programmée de l'emploi sur notre département est dramatique !

En un an, on passe de 20 000 à 26 600 ~~de~~ privés d'emploi plus 16.8% toutes catégories et plus 11% sur les catégories ABC. Cette situation qui place notre département dans le classement de tête des départements sinistrés sur la question de l'emploi ne date pas d'aujourd'hui. Il est la résultante des politiques capitalistes sur l'ensemble du territoire. Sur l'Industrie comme sur les Services publics, c'est la même politique qui place les profits avant la réponse aux besoins des populations.

Pour la CGT, investir dans des services publics modernes et investir dans une industrie forte c'est interdire les licenciements, c'est avoir des projets industriels de territoire cohérents par rapport aux richesses et aux besoins, c'est garder le savoir-faire, c'est conditionner les aides à la pérennité de l'emploi, à la transition énergétique. Le choix a été fait d'une économie ^{sectorielle} bi polaire, Tourisme et Aéronautique, sans tenir compte de la diversité de nos richesses. Un projet pauvre et à ^{court terme} court terme. Jamais les OS ne sont associés aux décisions par exemple sur le territoire d'industrie. *autonome*

Sur le secteur du Tourisme : il n'y a pas eu d'anticipation pour un tourisme 4 saisons et sur la typologie de notre département (montagne plaine Lourdes), il faut un statut saisonnier, il faut anticiper la transition climatique.

La crise du Covid a considérablement aggravé la situation de l'emploi dans le département notamment pour les intérimaires et les travailleurs saisonniers. Déjà, nous constatons une forte réduction des embauches dans le secteur des remontées mécaniques et de l'hôtellerie-restauration. Les dernières annonces gouvernementales laissent craindre une catastrophe sociale et économique sans précédent sur nos territoires ~~dont beaucoup vivent de l'activité touristique~~. Une chose est sûre, le prix à payer au niveau sanitaire et social sera lourd

Sur le secteur Aéronautique : La Métropole Toulousaine centralise l'activité et nous avons des sous-traitants à la merci des grands groupes, de leur stratégie boursière et de délocalisation. Il n'y a aucune anticipation, pire ce sont des décisions lourdes de conséquences. Aucune prise en compte des filières émergentes, il y a pourtant par exemple VEGEPLAST à Bazet pour les bioplastiques, la SCT pour la céramique, une filière énergétique stratégique sans parler des barrages hydroélectriques.

Sur les services publics, maillage essentiel à l'attractivité de notre département pour ne prendre qu'un exemple : comment peut-on continuer surtout dans ce contexte le projet de l'hôpital unique. La CGT porte, elle, la nécessité d'avoir des hôpitaux de proximité avec des personnels en nombre suffisant et formés.

Quelques exemples dans l'industrie.

Sur la filière de l'aéronautique, l'entreprise Daher est sous le coup d'un PSE, le syndicat CGT dénonce une aberration alors qu'il y a des carnets de commandes pleins, 280 intérimaires ont été licenciés et aujourd'hui ils manquent de chaudronniers et de soudeurs formés.

Sur la filière de l'industrie ferroviaire, à l'ALSTOM sur 693 salariés il y a 275 contrats précaires en permanence... Chercher l'erreur !

Sur la filière de l'énergie, pourtant une filière stratégique en terme de maîtrise nationale et de transition écologique, l'entreprise POMMIER à Bagnères, du groupe CAHORS, le PDG sans aucune stratégie industrielle démantèle le groupe, délocalise et licencie.

La CGT propose des solutions concrètes.

Nous proposons de construire un projet de lutte revendicative sur l'emploi, secteur par secteur, entreprises par entreprises, service par service recenser l'ensemble des besoins réels en emploi pour répondre aux besoins de la population, en terme d'emploi pérenne et sur un véritable projet de territoire cohérent.

La création d'emplois, leur qualité, l'augmentation des salaires sont possibles avec le partage des richesses.

Revendiquer -

- D'autres choix sont possibles ! Avec la CGT, ~~mobilisons-nous le 5 décembre pour~~.
- Le droit au travail : toute personne a droit à un emploi de son choix ;
- Des embauches immédiates dans le privé et le public pour répondre aux besoins ;
- Des aides conditionnées à l'arrêt des licenciements, aux embauches, et au développement du droit à la formation ;
- Une réduction du temps de travail à 32 heures, sans perte de salaire, pour travailler toutes et tous ;
- L'annulation définitive de la réforme assurance chômage ; l'ouverture de droits à toutes et tous, en commençant par une prolongation de tous les droits en cours et la suppression des seuils d'accès à la protection sociale.

C'est pourquoi, après le 5 décembre nous continuerons à construire la démarche des BUREAUX DE LUTTE POUR L'EMBAUCHE.

Nous ne sommes pas dupes et ne laisserons pas faire. Amplifions la mobilisation partout !

Face aux multiples mobilisations et actions revendicatives, le gouvernement multiplie les lois liberticides et crée de nouveaux délits pour les manifestant.es et celles et ceux qui s'organisent et se mobilisent pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. Les syndicalistes payent le prix fort de la répression et sont de plus en plus sanctionnés et entravés dans leur activité militante sur les lieux de travail. Le projet de loi sécurité globale, le nouveau schéma national du maintien de l'ordre pour les manifestations, la loi de programmation pour la recherche et celle contre les « séparatismes » sont les nouvelles armes au service d'un gouvernement autoritaire et représentent de graves atteintes aux libertés essentielles pour les conquêtes sociales.

C'est pourquoi nous nous joignons à l'appel à manifester cette après midi contre la loi de sécurité globale